



Oxfam
International

Fonds Tsunami d'Oxfam International

Rapport de la troisième année
décembre 2007





Zubaidah est membre d'une coopérative de tressage de paniers soutenue par Oxfam, dans le village de Lamgirek dans le nord ouest de la province d'Aceh, et elle nous présente le fruit de son travail. Oxfam soutient les femmes pour qu'elles puissent obtenir du travail rémunéré hors de chez elles, et a fournit dans ce cadre 80 millions de rupiah (environ 8.700 USD) pour aider le groupe avec les matières premières et l'espace de travail, ainsi qu'en travaillant avec une agence d'artisanat Yagasu, afin de leur fournir de la formation et des conseils marketing. (Photo : Jim Holmes/Oxfam)

Avant-propos	3	Thaïlande	24
Indonésie	4	Somalie	25
Sri Lanka	11	La recherche en action	27
Inde	17	Aperçu financier	28
Birmanie	23	Contacts	30

À propos du fonds

En mars 2005, le Fonds Tsunami d'Oxfam International fut établi en tant qu'organisation caritative indépendante enregistrée au Royaume-Uni. Son conseil d'administration est composé des directeurs des 12 affiliés* d'Oxfam et de 2 administrateurs ne faisant pas partie de la direction et n'appartenant pas à Oxfam.

Les activités du fonds sont menées par Oxfam et par des organisations partenaires locales. Afin d'éviter toute duplication du travail, certains affiliés mettent en œuvre des programmes dans les pays concernés, et d'autres fournissent les fonds et l'assistance.

L'équipe TFMT de gestion du Fonds Tsunami (*Tsunami Fund Management Team*) attribue les ressources du Fonds et veille à ce que ses activités soient gérées, rapportées et communiquées de manière efficace et transparente. Un petit secrétariat gère le processus d'attribution, coordonne les évaluations, gère les comptes du Fonds, consolide les rapports des affiliés, organise les audits et les contrôles externes, et communique les résultats. Le Fonds tient une comptabilité en dollars américains (USD), tout comme Oxfam International.

Photo de couverture : Un groupe de femmes, dont Oxfam aide à restaurer les moyens de subsistance dans le village de Thandiadi, dans l'est du Sri Lanka, devant l'abri pour chèvres qu'elles ont construit avec le soutien du partenaire d'Oxfam, la SWOAD (*Social Welfare Organization Ampara District*, organisation d'assistance sociale pour la région d'Ampara), et de l'Agence canadienne de développement international. Après avoir reconstruit 40 maisons et 82 toilettes à Thandiadi, Oxfam et la SWOAD se concentrent sur l'augmentation des revenus de familles vivant dans la pauvreté, dans les régions affectées par le tsunami, en renforçant les organisations communautaires puisqu'elles sont les mieux placées pour accéder aux marchés et établir un lien avec les banques. (Photo : Howard Davies/Oxfam)

* Les affiliés d'Oxfam figurent au dos de ce rapport. Oxfam France-Agir Ici, qui n'était pas affilié à part entière lorsque le Fonds Tsunami fut créé, n'est pas représenté dans le conseil d'administration.

Avant-propos

Un nombre remarquable de résultats ont pu être obtenus dans les pays frappés par le tsunami depuis que la vague dévasta l'océan Indien il y a près de trois ans. Les importantes sommes d'argent dont les particuliers du monde entier ont fait don, ont permis, et continuent de faire une énorme différence dans la vie des communautés touchées. La plupart des populations qui se sont retrouvées sans logement suite à la catastrophe disposent maintenant d'un toit et ont repris le travail. Nous avons mené à bien les trois quarts de nos actions suite au tsunami et nous sommes fiers de ce que nous avons pu réaliser.

Oxfam a reçu plus de dons que jamais auparavant lors d'une seule catastrophe, et nous sommes véritablement sur la bonne voie pour dépenser cet argent comme prévu. Nous avons dit dès le départ qu'il faudrait du temps pour aider à reconstruire des vies, des existences et des communautés détruites. Par exemple, aujourd'hui la province indonésienne d'Aceh, qui fut la plus gravement touchée par la catastrophe, est une communauté dynamique et florissante où il y a peu de temps régnaient peur, chagrin et ressentiment.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de problèmes. En raison du manque d'accès aux zones du nord et de l'est du Sri Lanka suite au conflit existant, de nombreuses personnes touchées par le tsunami ne reçoivent pas l'aide dont elles ont besoin. Pour Oxfam et ses organisations partenaires locales dans tous les pays, étendre nos programmes a représenté un défi et nous avons dû travailler dur pour veiller à la mise en place d'une gestion financière et de structures de gouvernance adaptées afin de garantir la transparence.

L'impact de telles catastrophes sur les populations vivant dans la pauvreté, surtout les femmes, est disproportionné, et dans tous les pays touchés, les populations pauvres et marginalisées risquent d'échapper aux actions menées suite au tsunami. Alors que les villages touchés par le tsunami bénéficient du développement, il est important de veiller à ce que les communautés adjacentes ne soient pas laissées de côté. En termes d'assistance, à chaque fois que cela est possible, nous avons ciblé les femmes et les hommes les plus vulnérables afin de veiller à ce que l'aide dans le cadre du tsunami ne crée pas de tensions et n'exacerbe pas la pauvreté relative.

Nous voulons que la reconstruction suite au passage du tsunami puisse laisser un héritage positif, et permette aux populations d'être dans une meilleure situation qu'avant la catastrophe. Oxfam cherche toujours à impliquer les communautés dans leurs programmes afin de s'assurer, qu'après son départ, elles disposent des compétences et de la confiance nécessaires pour mettre à profit ce qui a été accompli. Nous travaillons également en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et locaux des pays touchés, afin de nous assurer que les bénéfices obtenus lors de la reconstruction suite au tsunami, en renforçant l'autonomie des communautés, en favorisant l'égalité des sexes et en atténuant l'impact des catastrophes futures, ne seront pas perdus.

Dans le cadre de notre action suite au tsunami, nous nous sommes efforcés d'améliorer la qualité de nos programmes. Les fonds sans précédents mis à notre disposition nous ont permis de réserver une large somme pour la recherche, le contrôle et l'évaluation, en comparaison avec d'autres actions humanitaires. Ceci a été crucial pour effectuer des améliorations non seulement dans nos propres programmes mais aussi dans les programmes et pratiques des autres, et pour fournir des preuves afin de faire pression sur les décideurs pour qu'ils agissent en faveur du changement.

Oxfam a tiré deux principaux enseignements suite au tsunami : nous devons travailler plus dur avec les communautés afin de réduire le risque de catastrophes ; et nous devons intensifier notre travail avec les partenaires et le gouvernement local afin d'être préparés à réagir en cas de catastrophe. Les enseignements tirés dans le cadre des actions menées suite tsunami seront fondamentaux alors que le monde est face à des catastrophes plus fréquentes et d'une plus grande ampleur en raison du changement climatique.



Barbara Stocking

Présidente du Conseil d'Administration du Fonds Tsunami d'Oxfam International



Barbara Stocking dans la province d'Aceh en 2006, visitant l'un des programmes Oxfam suite au tsunami

Pays	Bénéficiaires déc 04 - sept 07
Indonésie	839.000
Sri Lanka	581.000
Inde	776.000
Birmanie	27.000
Thaïlande	25.000
Somalie	34.000
Maldives	25.000
Total	2.307.000

Les nombres de bénéficiaires fournissent simplement un indicateur approximatif de l'impact d'Oxfam. Il n'est jamais possible d'être certain de l'absence de double comptabilisation, car les populations peuvent bénéficier de plus d'une intervention. De plus, un bénéficiaire peut éventuellement recevoir des aides pouvant aller d'un simple seau contenant des articles de secours, ou allant jusqu'à une aide importante comme un logement permanent. Il n'a pas été possible de subdiviser les chiffres cumulés relatifs aux bénéficiaires, mais lorsque nous avons pu le faire, nous avons été ravis de constater que la moitié des bénéficiaires sont des femmes

Indonésie

L'action d'Oxfam suite au tsunami touche à sa fin et elle commence à s'intéresser aux questions provinciales au sens large. Par exemple, Oxfam réfléchit à des moyens pour renforcer l'aide dans le cadre du tsunami, en abordant les problèmes de développement générés par plus de 30 ans de conflit.

Malgré cela, en septembre 2007, 123.000 personnes bénéficiaient toujours du programme d'actions suite au tsunami. Une tendance importante dans les travaux d'Oxfam dans la province d'Aceh est de veiller à ce que les groupes marginalisés, comme les femmes, les personnes âgées et les orphelins, profitent tout autant de la reconstruction.

En outre, Oxfam s'intéresse de plus en plus à la recherche et aux politiques, en se concentrant en particulier sur l'éradication de la pauvreté et sur les droits fonciers pour les groupes marginalisés. Ce plaidoyer auprès des autorités indonésiennes a donné lieu à un certain nombre de réussites. Par exemple, en aidant à établir le nouveau cadre législatif provincial et en influençant la décision de la BRR, (l'agence gouvernementale chargée de surveiller la reconstruction d'Aceh et de Nias), afin de veiller à ce que les populations qui louaient ou squattaient avant le tsunami aient le droit à un logement permanent.

Même si les actions suite au tsunami se sont concentrées sur les zones côtières, Oxfam a conscience que la pauvreté et l'inégalité des sexes sont des problèmes concernant l'ensemble de la province. Lorsque cela est possible, il est fondamental de veiller à ce qu'Oxfam respecte les principes d'équité en matière d'aide et porte assistance aux populations sans créer de nouvelles tensions sociales. Garantir une issue durable suite aux programmes mis en place après le tsunami signifie garantir une aide aux populations qui ne furent pas directement touchées par la catastrophe mais qui, comparativement, se sont appauvries.

Dans la perspective de mettre fin progressivement et de manière responsable aux programmes de secours suite au tsunami, les travaux prévus, les objectifs et les budgets ont été revus à la mi-2007 afin de veiller à ce que les engagements soient respectés au moment de la clôture du programme. Les bureaux dédiés aux projets tirent des enseignements de la fermeture d'autres bureaux afin de développer des stratégies de clôture efficaces. Quatre bureaux Oxfam sur les sept basés dans la province d'Aceh sont aujourd'hui fermés. La solution permettant une issue responsable et transparente est la participation continue des principales parties prenantes dans le processus, en particulier de la part des bénéficiaires mais aussi des autorités locales. Oxfam continue d'avoir d'excellentes relations de travail avec la BRR, le système des Nations Unies à Aceh et d'autres agences humanitaires.

Santé publique

Les activités continuent dans quatre sites de projets : Aceh Besar, Calang, Nias and Lhokseumawe, avec plus de 40.000 bénéficiaires au troisième trimestre 2007. Dans les trois premiers sites, des travaux d'ingénierie pour la santé publique (principalement la construction de latrines, de systèmes d'approvisionnement en eau et de puits) sont effectués en tandem avec des activités éducatives en matière de santé publique, dont la distribution de kits d'hygiène, la formation de bénévoles dédiés aux questions sanitaires au sein de la communauté et des activités de sensibilisation sanitaire d'enfant à enfant.

À Calang, les actions d'Oxfam ont fourni un approvisionnement en eau propre provenant de puits ou de sources à 67 % des foyers dans les villages du projet, et aujourd'hui 77 % des foyers ont accès à des latrines équipées de fosses septiques. À Aceh Besar, 57 projets de gestion de l'eau et de gestion sanitaire ont été mis en œuvre.

Dépenses (en 000 d'USD)		
	jan - sept 2007	déc 04 - sept 07
Santé publique	4.203	26.818
Sécurité alimentaire	320	1.919
Moyens de subsistance	2.059	15.126
Services sociaux	1.223	8.736
Gestion des catastrophes	3.503	7.741
Abris	2.037	15.077
Gestion de programme	4.394	19.558
Total	18.739	94.975

Depuis le début des actions menées, les dépenses les plus importantes en Indonésie ont concerné le secteur de la santé publique, ce qui comprend l'eau et les installations sanitaires. Ceci représente 28 % des dépenses totales. La plus grande partie de ces dépenses eurent lieu pendant la première année du fonds, lorsqu'il était critique d'empêcher la propagation des maladies. Plus récemment, la tendance des dépenses s'est tournée vers les projets davantage axés sur le développement : la restauration des moyens de subsistance représente 16 % des dépenses totales.

Indonesia

Des travaux d'ingénierie pour la santé publique ont été effectués par des entrepreneurs professionnels plutôt qu'en utilisant l'approche fondée sur les communautés, appliquée les années précédentes, ceci en raison du manque de compétences techniques au sein des communautés et de la nécessité d'honorer un grand nombre d'engagements. Oxfam a fourni de l'eau et des installations sanitaires non seulement aux maisons qu'elle construit, mais aussi aux maisons construites par d'autres organisations non gouvernementales (ONG), permettant aux survivants du tsunami de quitter les baraquements temporaires surpeuplés et d'emménager dans des maisons inoccupées. Son programme de drainage a le plus généralement été lié aux travaux sur les abris, améliorant les conditions du site et réduisant les risques sanitaires associés aux eaux stagnantes.

Au cours de l'année 2007, Oxfam a creusé 2.211 puits pour les foyers et 34 puits communaux, installé 989 fosses septiques et débourbé 253 puits supplémentaires, dépassant de loin ses prévisions. L'organisation a fourni des installations de stockage de l'eau à près de 10.000 personnes, installé des systèmes d'approvisionnement en eau pour 16 villages et distribué plus de 13.500 kits

d'hygiène. Les activités de promotion de la santé publique ont touché plus de 41.000 personnes au cours du seul troisième 2007.

À Lhokseumawe, Oxfam travaille avec la Direction Municipale de l'Eau pour construire un système d'approvisionnement en eau à grande échelle, qui permettra de fournir de l'eau à près de 10.000 personnes, et développe également les capacités du gouvernement local en matière de gestion de l'eau. Oxfam est également en train d'achever des travaux sur 5 systèmes d'approvisionnement en eau de plus petite taille et sur un grand nombre de puits sur l'île de Pulo Nasi, qui, en raison de son éloignement, a été largement délaissée dans le cadre de l'aide suite au tsunami fournie par les ONG.

Dans toutes régions, des comités ont été établis dans les communautés pour garantir un entretien continu et un accès permanent à l'eau. Les contrôles effectués dans les zones où Oxfam mène des activités de promotion sanitaire au sein des communautés, ont confirmé que cela fonctionne : à Aceh Besar, il a pu être constaté que 90 % des latrines publiques et 92 % des espaces de bain étaient propres.

Dans toutes régions, des comités ont été établis dans les communautés pour garantir un entretien continu et un accès permanent à l'eau.



Les enfants du village de Satelit, dans l'île de Nias, se réunissent pour jouer, chanter des chansons et mettre en pratique ce qu'ils ont appris dans le cadre de la campagne Oxfam de promotion de l'hygiène. Les enfants ont écrit une pièce de théâtre parlant de la nécessité de se laver les mains pour éviter les maladies. Cet événement eut lieu avant une réunion au cours de laquelle Oxfam transféra le projet à la communauté. (Photo : Jim Holmes/Oxfam)

Indonésie

Oxfam ouvre le robinet d'eau

Avant le tsunami, Maryamah n'avait pas l'eau courante chez elle. " Avant la venue d'Oxfam, nous ne pouvions avoir de l'eau qu'en allant au puits, " dit en souriant cette mère de deux enfants âgée de 39 ans, alors qu'elle tourne le robinet de la cuisine pour faire la vaisselle du petit déjeuner. " Maintenant il est plus facile pour moi de faire mes travaux quotidiens. "



(Photo : Jim Holmes/Oxfam)

"Nous avons l'habitude de prendre un bain près du puits. Aujourd'hui, j'ai une douche comme dans un hôtel."

Depuis 25 ans, Maryamah vivait paisiblement à LhokNga, sur la côte nord-ouest de la province d'Aceh, jusqu'au jour où le tsunami détruisit sa maison et sa famille. " Les vagues sont arrivées et m'ont emportée. J'ai perdu mes parents, d'autres membres de ma famille et tous mes biens ".

En 2006, la famille de Maryamah emménagea dans un nouveau logement, construit sur l'ancien site par le Croissant-Rouge turc. Oxfam se chargea de l'approvisionnement en eau courante propre.

En février 2006, Oxfam commença la construction d'un système hydraulique à gravité, pour relier la communauté à une source d'eau, une rivière dans les collines en haut du village. Le système fait descendre l'eau jusqu'à LhokNga, grâce à une canalisation d'eau d'1,7 km de long.

L'installation nécessita près de 18 mois et coûta 1 milliard de rupiah (110.000 USD), mais en août 2007, avec l'aide de l'UNICEF qui fournit 20 km de canalisations en plastique, Oxfam avait raccordé 715 foyers au réseau d'eau.

Pendant ce temps, de retour chez elle, Maryamah rince les dernières assiettes du petit déjeuner. " Il était difficile de remonter manuellement l'eau du puits. Nous avons également l'habitude de prendre un bain près du puits. Mais aujourd'hui, j'ai une douche comme dans un hôtel. J'adore ça ! "

Indonésie

Restauration des moyens de subsistance

Au cours de l'année 2006, l'accent mis sur les travaux d'Oxfam dans ce domaine évoluèrent vers une focalisation sur les prêts favorisant le développement. Ces programmes de crédit s'appuient sur l'argent déjà déboursé pour les communautés au cours des premières phases d'actions suite au tsunami. Des groupes d'entraide (SHG, self-help groups) ont été constitués pour promouvoir l'épargne à laquelle les groupes peuvent avoir accès pour des prêts productifs visant à développer davantage leur entreprise. Cette approche a continué en 2007, avec la poursuite du développement des SHG.

Oxfam soutient encore activement une centaine de SHG à Nias et à Calang, tandis que 13 SHG situés à Meulaboh ont été transférés à une ONG locale. Oxfam augmente les prêts accordés aux groupes s'ils satisfont un ensemble de critères, comme notamment suivre une formation et maintenir une épargne régulière.

Une autre priorité d'Oxfam est d'aider les communautés à renforcer leur production agricole. Oxfam a constitué 39 groupes d'agriculteurs à Calang et 60 à Nias. Les groupes reçoivent un soutien organisationnel avec pour objectif l'amélioration du partage des connaissances et des compétences en marketing. La construction du Farmers Service Center (centre de service aux agriculteurs) à Calang fut achevée en juillet 2007, et les élections des membres du conseil d'administration sont prévues pour le mois de novembre. Un atelier de planification développera ensuite une stratégie sur plusieurs années ainsi qu'un business plan (plan de développement) afin de permettre au centre de répondre aux besoins futurs de ses membres.

En 2008, la priorité d'Oxfam pour Calang et Nias seront des travaux agricoles durables avec les femmes. De plus en plus, les travaux dans ce secteur se concentrent sur la recherche et le développement de politiques, avec des services fournis par les ONG partenaires au niveau local et national.

À Meulaboh, Oxfam a établi une relation de donateur avec l'ONG locale, la Sabang Care Foundation (YPS). L'objectif est de mettre en place un programme complémentaire consacré aux moyens de subsistance, permettant d'augmenter l'accès des pauvres aux crédits, de développer les compétences professionnelles et de renforcer le rôle économique des femmes. Avec le soutien d'Oxfam, sept partenaires ont établi un forum sur la microfinance afin de mettre en commun leurs connaissances sur la gestion des fonds renouvelables.

Plus de la moitié des 22.500 personnes ayant reçu en 2007 une assistance Oxfam consacrée aux moyens de subsistance sont des femmes, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des 20 partenaires locaux. Une analyse homme/femme sur les programmes Oxfam consacrés aux moyens de subsistance à Nias a révélé une croyance couramment répandue mais erronée selon laquelle la culture du caoutchouc et du cacao sont des industries dominées par les hommes. Par conséquent, le programme consacré aux moyens de subsistance à Nias a modifié sa stratégie en fournissant une formation agricole aux femmes.

Le programme Green Coast (voir le chapitre sur la gestion des catastrophes en page 9) cherche à établir des moyens de subsistance durables par la réhabilitation et la gestion des écosystèmes côtiers.



Ina Wira, âgée de 27 ans, porte des "cabosses" de cacao récoltées dans son jardin dans le village de Satelit, sur l'île de Nias. Elle extrait les fèves pour les laisser sécher avant de les vendre à des négociants. Cette récolte, comme le café, est à la base des revenus de sa famille. Oxfam travaille avec Ina et d'autres agriculteurs de cette région, pour les aider à augmenter leur rendement et à atteindre de meilleurs prix sur le marché. (Photo : Jim Holmes/Oxfam)

Indonésie

Restauration des services sociaux

Les principales activités d'Oxfam dans ce domaine consistent à reconstruire les écoles détruites par le tsunami et à faciliter le développement d'organisations de société civile, fortes et transparentes, afin de renforcer l'autonomie des populations pauvres et marginalisées.

En juin 2007, la Muslim Consultative Assembly (assemblée consultative musulmane) a élu quatre femmes en tant que membres de l'organisme provincial chargé de donner des conseils sur tous les nouveaux arrêtés provinciaux. Ce changement résolument novateur est intervenu suite au travail d'Oxfam avec son partenaire MiSPI (Friends of Indonesian Women, les amis des femmes indonésiennes) afin de promouvoir une plus grande représentation des femmes au sein du leadership islamique d'Aceh. La MiSPI organisa une série d'ateliers sur l'égalité des sexes et sur l'impact de la Shari'a sur les femmes, auxquels assistèrent des représentants du gouvernement.

Lorsque la construction de 28 écoles à

Aceh par l'Internationale de l'Éducation (EI), un partenaire d'Oxfam, fut achevée, la construction de 2 autres écoles à Aceh Jaya débuta en septembre 2007 suite à un bref retard occasionné par l'effondrement d'un pont. En plus de la construction de ces écoles, l'EI forma 1.001 enseignants, et 809 élèves et enseignants participèrent à une formation en gestion des traumatismes. Chaque mois, l'EI octroie également des bourses à 3.360 enfants pour leur permettre d'aller à l'école.

Dans tous ses travaux dans les provinces d'Aceh et de Nias, Oxfam favorise l'égalité des sexes et combat la discrimination contre les femmes. Tout en s'efforçant d'intégrer la sensibilisation à cette question dans tous les secteurs, Oxfam mène également des activités indépendantes sur l'équité entre les hommes et les femmes, y compris un " road show " sur l'égalité des sexes. Oxfam favorise également cette équité en interne, en fournissant une formation à la sensibilisation pour son personnel et en créant un groupe de travail afin d'ouvrir un forum de discussion sur ces questions d'égalité entre les hommes et les femmes.

Oxfam facilite le développement d'organisations de société civile, fortes et transparentes, afin de renforcer l'autonomie des populations pauvres et marginalisées.



Acteurs d'un spectacle itinérant Oxfam sur l'égalité des sexes visant à divertir les villageois de Lhokseudu. Ce spectacle de 60 minutes avec à l'affiche Agus PMTOH, l'un des plus célèbres conteurs d'Aceh et sa compagnie de théâtre TV ENG ONG, se rend dans 20 lieux différents dans toute la province d'Aceh pour tenter de changer les comportements envers les femmes de la société d'Aceh et d'améliorer leur statut. Apa Kaoy, le personnage principal est homme paresseux et imbécile, qui passe toute la journée assis dans les coffee shops, maugréant parce que sa femme, épuisée après une journée de travail dans la rizière, n'a pas préparé le dîner, ou bien désapprouvant l'ambition de sa fille qui souhaite étudier à l'université. " Le spectacle nous rappelle que les femmes et les hommes ont les mêmes droits ", explique Agus. (Photo : Jim Holmes/Oxfam)

Indonésie

Gestion des catastrophes

En mai 2007, un nouveau programme fut lancé, en partenariat avec Hivos, une ONG néerlandaise pour le développement, afin d'aider à réduire la vulnérabilité dans les régions touchées par le tsunami. Ce programme a augmenté la capacité institutionnelle de six organisations de la société civile, dispensé des formations sur la préparation aux catastrophes et sur la gestion de ces organisations, et mis en place un forum de gestion des catastrophes. Hivos a traduit en indonésien (Bahasa Indonesia) deux manuels très utilisés sur la réduction des risques de catastrophe.

Le programme Green Coast (côte verte), mené par Wetlands International, un partenaire d'Oxfam, vise à restaurer les moyens de subsistance des communautés touchées par le tsunami et à les protéger contre de futures catastrophes en restaurant les écosystèmes côtiers. Après une première phase réussie, lorsque 59 projets distincts furent menés à bien et 638 hectares de zones côtières furent réhabilités, le programme Green Coast est à présent entré dans une seconde phase, au cours de laquelle 16 projets supplémentaires seront mis en œuvre. Deux de ces projets se concentreront sur la défense des intérêts et le développement de politiques, et un autre développera des activités éducatives. La plantation des palétuviers en tant que ceinture de protection côtière est prévue pour octobre 2007.

Dans le cadre du programme PRIME, une initiative de préparation aux catastrophes financée par le Fonds Tsunami, Oxfam a signé des accords de partenariat avec 15 ONG venant de quatre régions indonésiennes. Les partenaires reçoivent un soutien technique de la part des consultants Oxfam afin de conduire des projets de recherche dans divers domaines de la préparation aux catastrophes et de l'atténuation de leur impact, y compris la diffusion de connaissances sur la gestion des catastrophes.

Abris

En 2007, le projet de construction d'abris à Aceh Besar évolua d'une approche fondée sur les communautés à l'utilisation d'entrepreneurs professionnels pour garantir une construction de haute qualité. Ceci permit de reconnaître que les bénéficiaires, qui avaient construit des maisons semi-permanentes à moitié en bois, n'avaient pas la capacité de construire des maisons avec une maçonnerie complète et durable. L'utilisation de maçons professionnels permit également de faciliter l'approvisionnement des matériaux. Les maisons furent conçues avec l'aide d'un spécialiste sismique, et une maison témoin fut construite pour tester la conception et former le personnel à surveiller la construction.

La construction de maisons à Aceh Besar s'est effectuée en plusieurs phases. Environ 478 maisons semi-permanentes sur les 578 construites en 2005 sont maintenant reconstruites en tant que maisons permanentes, la plupart par des partenaires financés par Oxfam. Les projets de construction à Aceh Besar ont rencontré des difficultés comme des inondations, la difficulté de retenir le personnel, le manque de main-d'œuvre qualifiée et des constructions non conformes aux spécifications d'Oxfam.

En date du mois de septembre 2007, Oxfam avait construit 1.443 maisons dans la province d'Aceh. Ses engagements concernant les abris ont été respectés dans quatre sites du projet sur six, et les travaux de construction se poursuivent à Calang et à Aceh Besar. Les 427 maisons restantes doivent être terminées d'ici mars 2008. Lorsque le programme sera terminé, Oxfam aura construit 1.870 maisons, dépassant son objectif de 1.620.

En date du mois de septembre 2007, Oxfam avait construit 1.443 maisons dans la province d'Aceh. Lorsque le programme sera terminé, Oxfam aura construit 1.870 maisons, dépassant son objectif de 1.620.

Indonésie

La permaculture prend racine

Loin dans les collines, à une courte distance en voiture au nord de Lhoong, entre la forêt tropicale indonésienne la plus ancienne et une rivière à l'eau transparente, se niche Lamsujen. Ce champ vert situé au bout d'une route aux nombreux nids de poule, étaient jadis la ligne de front dans la guerre d'indépendance entre l'armée indonésienne et les séparatistes de la région d'Aceh. Aujourd'hui, c'est le site de l'unique école de permaculture d'Aceh.



(Photo : Jim Holmes/Oxfam)

Depuis l'ouverture de cette école, plus de 800 personnes touchées par le tsunami ont suivi la formation de neuf jours dispensée ici.

" L'endroit où nous sommes était jadis un champ de bataille ", déclare Roberto Hutabarat, ancien militant des droits de l'homme âgé de 36 ans, qui mit en place le projet GreenHand en 2005.

Lancée dans les années 1970, la permaculture est une alternative à l'agriculture industrielle. Mais surtout, à Aceh, l'objectif est de permettre une sécurité alimentaire. " Depuis le tsunami, les niveaux nutritionnels de nombreuses personnes ont chuté ", explique Roberto, coordinateur pour Aceh de la fondation indonésienne Indonesian Development of Education and Permaculture Foundation pour le développement de l'éducation et de la permaculture (Yayasan IDEP).

Depuis l'ouverture de cette école, plus de 800 personnes touchées par le tsunami ont suivi la formation de neuf jours dispensée ici. De plus, 200 personnes supplémentaires ont été formées comme enseignant(e)s. Les étudiants apprennent à construire un système de recyclage de l'eau ménagère ou à produire des aliments biologiques utilisant des semences locales. Ils apprennent également à réhabiliter les sols, et à acquérir des compétences pour développer les moyens de subsistance, comme le nattage et la menuiserie.

Chaque étudiant paie généralement 2 millions de rupiah (220 USD) pour assister à cette formation. Pour certains, ce tarif est supérieur à leurs moyens, c'est pourquoi, afin de couvrir les frais pour des centaines d'autres personnes touchées par le tsunami, Oxfam a octroyé à GreenHand une subvention de 4 milliards de rupiahs (436.500 USD) pour huit mois, jusqu'à mars 2008.

Nurbaiti, une étudiante diplômée de 24 ans, n'avait pas les moyens de payer ce tarif. Ici, bénéficiant d'une bourse Oxfam, elle est étonnée que la permaculture ne soit pas enseignée à l'université. " Je suis heureuse qu'Oxfam m'ait octroyé une bourse pour venir étudier ici. Si GreenHand et Oxfam n'existaient pas, je serais bloquée dans l'industrie agrochimique. "

Sri Lanka

Alors que les programmes d'actions pour les personnes touchées par le tsunami commencent à toucher à leur fin, Oxfam et ses partenaires recherchent des moyens d'aborder les besoins en développement à long terme pour les communautés vulnérables et pauvres.

Les travaux dans les zones du sud touchées par le tsunami ont bien progressé, mais dans l'est et le nord, ces travaux se sont révélés de plus en plus problématiques en raison des combats permanents entre les troupes du gouvernement, le mouvement des Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE, *Liberation Tigers of Tamil Eelam*) et Karuna sa fraction dissidente.

Le manque de sécurité et les restrictions sur les déplacements, ont ralenti l'avancement des travaux d'Oxfam dans le nord et l'est, en particulier concernant les travaux de construction. Les fonds qui auraient pu être utilisés pour améliorer les conditions de vie et sécuriser la sécurité alimentaire à long terme des communautés affectées, ont dû être utilisés pour satisfaire les besoins humanitaires immédiats des populations déplacées en raison du conflit, une grande partie d'entre elles ayant été également touchées par le tsunami. L'accès s'est lentement amélioré au fil des mois mais les restrictions continues et la flambée du coût des matériaux, du carburant et de la main-d'œuvre ont eu un impact négatif sur les efforts de reconstruction.

Les multiples déplacements et preuves de discrimination sexuelle et fondée sur la pauvreté ont soulevé d'importantes questions quant à l'accès à la terre et au droit au logement. Par conséquent, les

travaux de développement d'Oxfam ont été complétés par une campagne énergique de défense des intérêts, mettant l'accent tout particulièrement sur les droits à la terre et à la propriété des communautés vulnérables. Oxfam encourage également la promotion d'une plus meilleure compréhension des droits des populations déplacées, et réclame un meilleur accès des travailleurs humanitaires aux communautés dans le besoin.

Au troisième trimestre 2007, Oxfam mena plusieurs études de recherche avec le concours d'éminents groupes de réflexion et d'organisations non gouvernementales, avec pour objectif la promotion d'une approche basée sur le droit à un abri. Oxfam est membre du groupe de travail de l'*Inter Agency Standing Committee* (IASC, Comité permanent inter-agences), sur le déplacement forcé des populations.

Santé publique

Dans les régions de Batticaloa, Ampara et de Hambantota, Oxfam et ses partenaires continuent de mener des programmes d'installations sanitaires et d'approvisionnement en eau, afin de garantir aux communautés touchées par le tsunami un accès simple et durable à de l'eau potable, à des installations sanitaires adaptées et à de l'eau pour l'irrigation.

Au troisième trimestre 2007, 10.000 personnes bénéficiaient toujours des interventions d'Oxfam en matière de santé publique. Des événements comme les campagnes de nettoyage ont aidé à créer un environnement sain, augmenté la sensibilisation des populations à l'importance de la gestion sanitaire, et réduit le risque de dengue et de malaria.

Joseph Thanapalasingam inspecte ses aubergines, quelques-uns des légumes qu'il cultive lui-même dans sa petite exploitation d'un peu plus d'1 hectare à Kalmunai, dans la région d'Ampara. Joseph est l'un des 18 " principaux fermiers " de Kalmunai ayant été formé par Oxfam aux méthodes agricoles alternatives, pour qu'ils puissent à leur tour former les membres de leurs propres groupes de producteurs. Ses récoltes ont été détruites par le tsunami et sa terre a été contaminée par l'eau de mer. " Depuis que je suis passé aux méthodes biologiques, mes revenus sont les mêmes mais mes dépenses sont bien plus faibles, donc mes revenus nets sont plus importants ", explique Joseph. Ce projet est financé par l'Agence canadienne de développement international. (Photo : Howard Davies /Oxfam)

Dépenses (en 000 d'USD)		
	jan - sept 2007	déc 04 - sept 07
Santé publique	1.365	12.457
Sécurité alimentaire	358	3.422
Moyens de subsistance	2.,176	24.247
Services sociaux	1.231	5.311
Gestion des catastrophes	333	1.256
Abris	1.113	10.907
Gestion de programme	3.330	13.683
Total	9.906	71.283

Les dépenses au Sri Lanka illustrent la diversité des travaux effectués par les organisations partenaires et par les affiliés d'Oxfam. Ainsi, 34 % des dépenses totales furent consacrés à la restauration des moyens de subsistance, ce qui fut effectué principalement par les partenaires. Les programmes de santé publique, mis en œuvre surtout par Oxfam directement, représentent 17 %. Le conflit dans le nord et l'est a eu un impact sur les dépenses, puisque de nombreuses activités ont été ralenties ou interrompues, même si cela a été compensé par une augmentation des coûts.



Sri Lanka

La fourniture d'eau en urgence continue d'être un service important : au troisième trimestre 2007, 2 réservoirs de stockage de 1.000 litres furent installés dans les camps de populations déplacées, et plus de 56.000 litres d'eau traitée furent distribués aux populations déplacées et récemment relocalisées dans l'est. À la même période, Oxfam et ses partenaires ont construit 17 puits et 436 latrines dans les zones éloignées, dans les camps de populations déplacées et les sites de réimplantation.

Oxfam forme les bénéficiaires à l'entretien des systèmes d'alimentation en eau et des installations sanitaires, et à garder un environnement propre. De plus, l'organisation recrute et forme des bénévoles à la reconnaissance des maladies, comme par exemple dans la région de Batticaloa où certains camps sont situés dans des zones à fort risque d'hépatite. Oxfam teste régulièrement les sources d'eau pour déterminer si elles sont contaminées. La plupart de ses interventions en matière de gestion d'eau et de gestion sanitaire sont menées en collaboration avec les autorités sanitaires locales.

Sécurité alimentaire

En 2007, avec la baisse des besoins en aide alimentaire immédiate, Oxfam et ses partenaires se concentrent sur la sécurité alimentaire à long terme en soutenant le développement des moyens de subsistance. Néanmoins, Oxfam continue de subvenir aux besoins alimentaires immédiats de plus de 8.500 familles affectées par le conflit dans les régions de Batticaloa et de Vanni, dont un grand nombre vit dans des camps ou avec des familles d'accueil. Elle donne priorité aux familles vivant dans la pauvreté et qui n'ont pas pu bénéficier des distributions faites par le gouvernement et d'autres ONG.

Restauration des moyens de subsistance

Oxfam travaille avec divers partenaires, allant des organisations nationales aux groupes communautaires, afin d'aider les communautés pauvres et marginalisées ainsi que les personnes vulnérables, comme les femmes et les personnes âgées, à

augmenter leurs revenus et, de plus en plus, à commercialiser leurs produits efficacement.

La grande partie des travaux d'Oxfam concernant les moyens de subsistance sont effectués par de petits groupes d'entraide (les SHG, *self-help groups*). Souvent les membres bénéficient de prêts et sont encouragés à contribuer régulièrement aux plans d'épargne du groupe, qu'ils peuvent utiliser en tant que fonds d'urgence ou pour étendre leurs activités. Dans la plupart des cas, les prêts sont soutenus par des formations professionnelles pour que les membres du groupe puissent développer davantage leurs compétences techniques et de gestion de d'entreprise.

Au cours du troisième trimestre 2007, près de 10.000 personnes, dont la plupart étaient des femmes, ont bénéficié de formations, de prêts et d'informations sur les services de protection sociale, comme les plans de retraite et d'assurance du gouvernement. En ciblant les femmes pour ces prêts, Oxfam vise non seulement à augmenter les revenus des foyers mais aussi à permettre aux femmes de mieux se faire entendre au sein de leur famille et de leur communauté.

L'une des réussites d'Oxfam a été l'industrie de la fibre de coco, qui fut sévèrement touchée par le tsunami. La main-d'œuvre dans cette industrie, dont près de 90 % sont des femmes, figure parmi les populations les plus pauvres du Sri Lanka. Oxfam a travaillé avec eux depuis le début de son action suite au tsunami, en les aidant à réparer les fabriques endommagées, en leur fournissant des rouets et en organisant des groupes d'entraide. En s'appuyant sur ses propres recherches, Oxfam facilite à présent l'établissement de liens avec le secteur privé et encourage les ouvriers de l'industrie de fibre de coco à adopter de nouvelles méthodes de marketing.

Les partenaires d'Oxfam ont dispensé des formations en matière de moyens de subsistance pour les femmes qui ont été déplacées à Batticaloa. Ceci comprend, par exemple, la production d'objets décoratifs et le marketing des légumes, pouvant rapporter aux membres jusqu'à 3.500 roupies (35 USD) par personne et par mois.

Les prêts sont soutenus par des formations professionnelles pour que les membres du groupe puissent développer davantage leurs compétences techniques et de gestion de d'entreprise.

Sri Lanka

Les fondations d'un avenir meilleur

" Grâce à l'argent que je gagne en fabriquant des briques, j'ai pu construire ma propre maison ", déclare fièrement Sumana Ranjani.



Photo : Howard Davies/Oxfam

Sumana parcourt à pied la courte distance qui sépare sa robuste maison d'un étage, où elle s'occupe de son mari handicapé mental, de la profonde fosse de laquelle elle extrait une boue d'un brun-rougeâtre pour fabriquer ses briques. Elle ramasse les cadres en bois qu'elle utilise pour mouler les briques.

Le foyer de Sumana est l'un des 20 foyers tenus par des femmes dans le village de Dambetalawa, dans la région de Hambantota, avec l'aide de la *Ruhunu Rural Women's Organization* (RRWO, organisation des femmes du milieu rural de Ruhunu), partenaire d'Oxfam. Dans cette partie du sud du Sri Lanka, de nombreuses femmes des zones rurales vivent dans la pauvreté, et le risque d'être sans emploi est bien plus grand pour elles que pour les hommes.

À côté de la fosse à boue, se trouve une importante structure carrée d'environ 4 m², dans laquelle elle peut faire sécher et stocker ses briques. Un grand réservoir d'eau se situe entre la fosse et sa maison, à partir duquel de l'eau est déviée grâce à une voie d'écoulement.

Sumana, âgée de 34 ans, peut fabriquer 200 briques par jour, et en moyenne une maison nécessite environ 2.000 briques. Non cuites, cette quantité de briques lui permettrait de gagner environ 6.000 roupies (54 USD). " Mais maintenant je peux cuire les briques, ce qui me permet de gagner 16.000 roupies (144 USD) ", explique-t-elle.

" C'est un travail très dur. Je n'avais jamais reçu d'aide auparavant. Avec le soutien d'Oxfam et de la RRWO, j'ai pu réaliser tellement plus ", dit-elle. Et elle ne parle pas simplement de l'argent supplémentaire. À présent, elle a plus d'assurance pour diriger sa vie.

" Avant, je n'arrivais pas à parler aux personnes autres que ma famille. La RRWO m'a aidée à surmonter ma timidité. Maintenant, je peux négocier avec les marchands ", déclare Sumana.

" Avant, je n'arrivais pas à parler aux personnes autres que ma famille. Maintenant, je peux négocier avec les marchands. "

Sri Lanka

Les partenaires d'Oxfam TCDO (*Thirupperunthurai Community Development Organization*, organisation pour le développement de la communauté de Thirupperunthurai), SDF (*Social Development Foundation*, fondation pour le développement social), HEO (*Human Elevation Organization*, organisation pour l'élévation humaine) et la *Siharam Social Development Organization* (organisation pour le développement social de Siharam) ont mené des sessions de formation dans les régions d'Ampara et de Batticaloa sur la culture des légumes, l'élevage de bétail et la confection de vêtements.

L'établissement de relations entre les communautés musulmanes et tamoules, est une partie intégrante du programme de formation de Siharam.

Afin de faciliter l'accès aux marchés pour les communautés pauvres et touchées par le conflit dans les régions de Killinochchi et de Mullaitivu, Oxfam a rénové un total de 17 km de routes.

Dans une tentative pour accroître l'indépendance économique des femmes, son partenaire NAFSO (*National Fisheries Solidarity*, solidarité nationale dans le secteur de la pêche) a octroyé plus de 700 prêts à des femmes dans 6 régions, afin de créer des entreprises développant les moyens de subsistance, comme les échoppes, la préparation de poisson séché, la fabrication de confiseries, et la préparation de poudre de curry pour la vente au détail. Les fabricants de poisson séché ont été organisés en petits groupes d'entraide pour leur permettre d'acheter en gros, d'éviter les intermédiaires et d'accroître leurs bénéfices. La NAFSO a assisté les communautés de pêcheurs en leur fournissant des moteurs, des filets, des étals pour le poisson et des camions réfrigérés, et elle fait pression sur les autorités au nom de 17.500 familles de pêcheurs à Jaffna, car des restrictions liées à la sécurité les empêchent d'aller en mer sans pour autant bénéficier de compensations.

Restauration des services sociaux

L'Internationale de l'Éducation (EI), un partenaire d'Oxfam, progresse dans la construction de 8 écoles dans des zones touchées par le tsunami, toutes étant sur le point d'être achevées. Une évaluation externe du projet EI indique que " ces constructions sont meilleures que les anciennes ", et fait l'éloge d'EI pour sa coopération positive avec les représentants du gouvernement et l'implication de la communauté.

Étant donné le manque relatif de psychologues qualifiés au Sri Lanka, IWTHI (*International War Related Trauma and Humanitarian Intervention Trust*, trust international d'intervention pour les questions humanitaires et les traumatismes de guerre), un partenaire d'Oxfam, s'est concentré sur l'amélioration des services de conseil psychologique en cas de traumatisme, en formant 90 personnes dans la région d'Hambantota et 150 dans la région d'Ampara pour leur fournir des compétences de base en matière de conseil psychologique. Suite à cette formation, ces personnes travaillent avec les ONG, le gouvernement local, les écoles et les hôpitaux pour identifier et assister les populations connaissant des problèmes de santé mentale, en orientant les cas les plus graves.

Oxfam a organisé des ateliers et des sessions de formation dans différents sites, destinés aux élèves ayant terminé leurs études, aux organisations partenaires et aux groupes communautaires, pour qu'ils engagent des discussions sur les droits des femmes et des enfants, et sur des sujets spécifiques comme les jeunes filles abandonnant l'école et se mariant jeune.

En collaboration avec le *Foreign Employment Bureau* (bureau de l'emploi étranger) du gouvernement, le partenaire HEO a organisé un atelier pour les organisations communautaires et les familles de l'est, afin de créer une sensibilisation à l'assistance disponibles pour les travailleurs migrants.



Veuve et mère de huit enfants, Ponomma, âgée de 54 ans, se tient fièrement à l'intérieur de sa nouvelle maison, avec deux de ses filles, Letcha, âgée de 17 ans et Nishanthini, âgée de 13 ans. La maison, construite dans le village de Navatkadu, dans la région d'Ampara, par la fondation *Affected Women's Foundation* (AWF) pour les femmes touchées par le tsunami, sera terminée en janvier 2008. Plus de 600 maisons à faible coût comme celle-ci sont construites par les partenaires d'Oxfam, pour les populations vivant dans des conditions d'extrême pauvreté et touchées indirectement par le tsunami. (Photo : Howard Davies /Oxfam)

Sri Lanka

Les fruits de son travail

Anoma Sudarshani est fière de son jardin dans la nouvelle communauté d'Uhapitagode, près de Hambantota. Il débordait de fruits et légumes fournissant à sa famille un régime alimentaire sain et des revenus supplémentaires.



Photo : Howard Davies/Oxfam

L'objectif de *Green Coast* est de réhabiliter les écosystèmes côtiers et en même temps de restaurer les moyens de subsistance des populations et de les protéger contre de futures catastrophes.

" Ces produits sont bons pour la santé de mon fils et nous parvenons encore à vendre 75 % de ce que nous cultivons ", explique Anoma tout en vérifiant ses cultures. " Lorsque je déterre une plante de manioc, je peux la vendre et subvenir aux besoins de ma famille pour une semaine. Et l'argent que je gagne me permet d'acheter d'autres aliments et produits pour la maison. "

Cette mère de famille âgée de 25 ans a bénéficié du programme *Green Coast* financé par Oxfam et mené par l'Union Mondiale pour la Nature (UICN), dont l'objectif est de réhabiliter les écosystèmes côtiers et en même temps de restaurer les moyens de subsistance des populations, d'améliorer leur sécurité alimentaire et de les protéger contre de futures catastrophes. À ce jour, 35.000 personnes dans 29 sites ont bénéficié du programme *Green Coast* au Sri Lanka.

C'est ici que les habitants d'Uhapitagode qui vivaient dans des communautés côtières détruites par le tsunami se sont relocalisés. Lorsque leurs maisons furent construites, il n'y avait pas de végétation. Aujourd'hui, grâce au programme *Green Coast*, la communauté est éclatante de verdure et d'arbres regorgeant de fruits.

Le foyer d'Anoma a été l'un des 80 foyers d'Uhapitagode à recevoir une assistance sous forme de matériaux pour les clôtures, d'un système d'irrigation par goutte à goutte, de jeunes plants, et de formations sur les techniques biologiques et de conservation de l'eau. Suite au succès initial de ce programme, une seconde phase est en cours avec 79 familles bénéficiant d'un tel soutien.

Sri Lanka

Gestion des catastrophes

Oxfam intègre la réduction des risques de catastrophe basée sur les communautés dans tous ses programmes, pour que les populations soient mieux à même de faire face à de futures urgences. Cela renforce les capacités des partenaires locaux et des communautés vulnérables, grâce à des formations et à des ateliers, et favorise, avec les agences gouvernementales, l'amélioration des infrastructures et des mécanismes de réaction en cas de catastrophe.

Oxfam a également sponsorisé des travaux de recherche dans différents domaines de la gestion des catastrophes, y compris sur la manière de développer les capacités des communautés et de renforcer l'autonomie des femmes dans le cadre de la préparation aux catastrophes. Un volet important de la stratégie de clôture de ce programme de recherche est d'établir un centre de ressources afin de faciliter l'apprentissage et de promouvoir les meilleures pratiques en matière de réduction des risques de catastrophe.

Dans le cadre du programme Green Coast financé par Oxfam, l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) a profité à environ 60.480 bénéficiaires par l'intermédiaire de 29 projets. Ce programme original vise à associer la restauration des écosystèmes côtiers aux activités permettant de développer les moyens de subsistance, et en même temps à protéger les communautés vulnérables contre de futures catastrophes. À ce jour, 40 hectares de palétuviers et 43 hectares de ceinture verte côtière ont été plantés en utilisant plus de 250.000 plantes. De plus, des roselières et des dunes de sables ont été réhabilitées, et des

fruits et légumes ont été plantés dans près de 200 jardins afin de procurer aux familles une meilleure sécurité alimentaire et des revenus supplémentaires. Les directions clés au sein du gouvernement, consacrées à la conservation, ont adopté les principes directeurs de l'UICN pour la création de la ceinture verte côtière.

Abris

La fourniture d'abris permanents s'est avérée être l'un des aspects les plus difficiles des travaux entrepris au Sri Lanka. Oxfam et ses partenaires prévoient actuellement la construction de 877 logements permanents : 272 pour les survivants du tsunami et 605 pour les populations pauvres qui ont été touchées indirectement par la catastrophe. Cet engagement varie en raison des divers défis à relever, y compris le manque d'accès à certaines zones, les restrictions relatives au transport des matériaux de construction, l'insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée, la supervision technique inadaptée par certains partenaires et les besoins évoluant sur le terrain.

Néanmoins, il y eut au milieu de l'année 2007 une nette augmentation des activités de construction. À la fin du troisième trimestre, les partenaires avaient terminé 32 nouvelles maisons et achevé l'amélioration de 566 abris de transition. Jusqu'à présent, 197 maisons permanentes ont été terminées et 281 sont en cours de construction. Depuis le début des actions suite au tsunami, Oxfam a également fourni à d'autres agences plus de 8.000 m³ de bois issu de plantations provenant de sources durables, pour la construction et la réparation d'abris de transition.

La fourniture d'abris permanents s'est avérée être l'un des aspects les plus difficiles des travaux entrepris au Sri Lanka.



Des enfants de l'école Shariputhra à Ahangama, près de Galle. L'école, l'une des 8 reconstruites par l'Internationale de l'Éducation, un partenaire d'Oxfam, fut gravement endommagée par le tsunami. Jusqu'à présent, les cours ont lieu dans des salles de classe temporaires, et les 1.340 élèves de cette école ont hâte de pouvoir suivre leurs cours dans un environnement stable. (Photo : Howard Davies/Oxfam)

Inde

Au cours de la troisième année du programme d'Oxfam en Inde suite au tsunami, l'accent a été mis sur le développement des travaux précédents, en particulier dans le domaine des moyens de subsistance. Oxfam a déployé des efforts considérables pour étendre et maintenir les programmes des organisations partenaires, et pour renforcer les liens avec le gouvernement local, afin de garantir un développement continu pour les années à venir.

Grâce à la recherche, Oxfam travaille à l'amélioration des programmes continus et à la promotion de bonnes pratiques en matière d'action humanitaire. Par exemple, l'organisation a identifié des disparités entre les évaluations des dommages et les stratégies de financement des institutions financières internationales. La recherche Oxfam a également identifié les meilleures pratiques pour intégrer les politiques relatives à l'égalité des sexes, au sein des programmes d'actions suite au tsunami, et a identifié un nombre considérable d'Aravanis (transsexuels) ayant manqué d'assistance suite au tsunami.

La priorité des travaux d'Oxfam en matière de défense des intérêts a été de veiller à ce que les logements gouvernementaux prennent en compte les populations les plus pauvres, et ces travaux ont appuyé les actions visant à aider les travailleurs des salines et à garantir que l'élevage de crevettes ne continue pas à empiéter sur les rizières.

Pour Oxfam et ses partenaires locaux, étendre leurs programmes a représenté un défi et Oxfam a travaillé dur pour veiller à la mise en place d'une gestion financière et de structures de gouvernance adaptées afin de garantir la transparence. Dans certains cas, les relations avec les partenaires se sont arrêtées de manière prématurée. Ce fut le cas avec PREPARE, suite aux préoccupations qui sont apparues concernant la gestion de ses programmes d'aide suite au tsunami. Toutefois, PREPARE a accepté de terminer les 101 maisons qu'elle s'était engagée à construire, en rendant les fonds non utilisés.

L'un des programmes consacrés aux moyens de subsistance, mis en œuvre par l'intermédiaire du réseau de partenaires locaux *East Coast Development Forum* (ECDF, forum de développement de la côte est), et qui fournit de l'assistance à plus de 26.000 femmes, a connu des résultats mitigés. En raison d'insuffisances en matière de transparence et de gouvernance, certains bénéficiaires ne reçurent pas le soutien dont ils avaient besoin pour développer leurs moyens de subsistance, et la distribution de certains fonds fut reportée jusqu'à ce qu'Oxfam eut l'assurance que tous les groupes d'entraide pouvaient gérer le programme avec succès. Le programme a été restructuré en profondeur suite à l'examen des capacités des partenaires et des propres systèmes de gestion d'Oxfam, et suite à un audit indépendant de l'ECDF.

Santé publique

Tout au long de l'année 2007, les partenaires d'Oxfam ont continué à fournir de l'eau propre et des installations sanitaires adaptées à 48.000 personnes vivant dans des abris temporaires et à d'autres communautés touchées par le tsunami, et à sensibiliser en matière de santé et d'hygiène. Ces interventions devaient cesser en juin 2006, mais malgré la baisse des besoins pour de tels services, car de plus en plus de familles se sont installées dans des logements permanents, en septembre 2007, plus de 2.500 familles vivaient toujours dans des abris temporaires. Le défi le plus important dans le domaine de la santé publique est d'éduquer les populations restant dans des abris temporaires à utiliser et à entretenir les toilettes.

Une évaluation menée par les communautés quant à l'efficacité, la portée et la transparence des projets de santé publique d'Oxfam dans les sites d'installation temporaires et aux alentours fut réalisée en 2007. Les conclusions générales de cette évaluation indiquent que la promotion effectuée par Oxfam dans le domaine de la santé publique a largement atteint ses objectifs, y compris la réduction

Dépenses (en 000 d'USD)		
	jan - sept 2007	déc 04 - sept 07
Santé publique	27	2.805
Sécurité alimentaire	1	1.541
Moyens de subsistance	223	23.197
Services sociaux	245	1.825
Gestion des catastrophes	69	1.455
Abris	419	6.359
Gestion de programme	611	4.477
Total	1.595	41.659

Les dépenses en Inde ont été largement canalisées grâce à des organisations locales bien établies, et coordonnées avec les organismes gouvernementaux locaux. Le plus grand pôle de dépenses a été de loin la restauration des moyens de subsistance, représentant 56 %. Ensuite, vinrent les dépenses pour les abris, représentant 15 %.

Inde

des cas de maladies, en particulier la diarrhée et la malaria. L'une des réussites d'Oxfam fut d'encourager les agences et le gouvernement local à mettre en œuvre des standards de base minimum dans le cadre des actions suite au tsunami.

Oxfam a intégré la sensibilisation au VIH/SIDA dans tous ces programmes dans le sud de l'Inde et elle a également coordonné des programmes de sensibilisation par l'intermédiaire de ses partenaires, en formant leur personnel pour organiser des pièces de théâtre de rue ou des événements culturels. Une étude de recherche d'Oxfam sur la vulnérabilité au VIH dans les communautés touchées par le tsunami a fourni des recommandations pour l'intégration de stratégies de réduction du risque de VIH dans le cadre des actions suite à de futures catastrophes.

Restauration des moyens de subsistance

L'objectif d'Oxfam est de fournir d'autres opportunités de développement des moyens de subsistance et d'accès au marché aux populations touchées par le tsunami, marginalisées et pauvres, dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, en particulier les femmes, les Dalits et les groupes de populations tribales. Ceci renforce leur autonomie économique et réduit leur vulnérabilité à la pauvreté et aux catastrophes futures.

L'idée principale des travaux sur les moyens de subsistance a été d'organiser les groupes d'entraide (les SHG, *self-help groups*) en fédérations. Oxfam a aidé ces fédérations pour créer des liens avec les banques, et soutenu leur accès aux plans

du gouvernement. De nombreuses structures de soutien relatives aux moyens de subsistance, comme les centres de service dans les communautés agricoles ou les villages de pêcheurs sur les côtes, sont en train d'être transférées aux fédérations.

Oxfam fournit de la formation dans les compétences clés comme la gestion financière et le marketing, afin de garantir une plus grande durabilité et réduire la nécessité de faire appel à des intermédiaires, et augmentant ainsi les bénéfices pour les pauvres producteurs du secteur primaire. L'amélioration de l'analyse et de la gestion d'entreprise par les SHG reste une priorité pour Oxfam.

Son partenaire, la *Fondation Dhan*, a organisé plus de 62.000 familles touchées par le tsunami en 3.559 groupes de subsistance en fonction de leurs activités. Cette approche collective leur facilite l'emprunt de fonds auprès des banques, afin d'obtenir de meilleurs prix et d'augmenter leur épargne.

Les partenaires ont fait la promotion de l'agriculture biologique, et ces méthodes ont été adoptées avec succès par plus de 1.500 agriculteurs cultivant près de 2.000 hectares de terre dans les régions de Karaikal et de Nagapattinam. Ils ont constaté que les méthodes biologiques sont 70 % moins chères que l'agriculture non biologique, et ils peuvent maintenant cultiver davantage de terre. TOFarM, l'un des partenaires d'Oxfam, a distribué gratuitement des graines pour les cultures d'engrais vert. La Dhan garantit aux agriculteurs d'acheter et de vendre en gros, en bénéficiant de réductions de prix et en vendant directement aux grossistes.

Oxfam fournit de la formation dans les compétences clés comme la gestion financière et le marketing, afin de garantir une plus grande durabilité et réduire la nécessité de faire appel à des intermédiaires.



Ganesan travaille dans une unité de tissage de l'Atelier Shanti, dirigée par Volontariat, un partenaire d'Oxfam, pour les patients guéris de la lèpre à Pondichéry. De la formation et un emploi ont été fournis à 30 personnes guéries de la lèpre et qui produisent aujourd'hui du tissu de qualité dont une grande partie est exportée. (Photo : Marie Banu Jawahar/Oxfam)

Inde

Un radeau de l'espoir

Pendant de nombreux mois suivant le passage du tsunami, la peur tint les communautés de pêcheurs à l'écart de la mer. Lorsqu'ils recommencèrent enfin à pêcher, ils constatèrent que leurs prises étaient considérablement moindres, ce qui signifiait qu'ils ne pouvaient plus gagner assez d'argent pour en vivre.



Photo : Marie Banu Jawahar/Oxfam

L'Institut national indien de technologie océanologique pense que les prises seront multipliées par 30 en deux ans.

Le Center for Environment Education (CEE, centre pour l'éducation sur l'environnement), un partenaire d'Oxfam proposa une manière innovante d'accroître la population piscicole et de stimuler les moyens de subsistance d'environ 500 familles (estimation), vivant dans quatre communautés côtières près de la ville de Karaikal.

Traditionnellement, les pêcheurs de cette région traînent des morceaux de bois dans la mer pour favoriser le développement d'algues, ce qui attire le poisson. Le CEE a étudié cette méthode et conçu des habitats artificiels pour les poissons autour desquels des récifs coralliens se forment, attirant la faune et la flore marine.

50 AFH, produits localement, sont en cours de déploiement. L'*Indian National Institute of Ocean Technology* (Institut national indien de technologie océanologique), qui fournit des conseils techniques au CEE, pense que les prises seront multipliées par 30 en deux ans.



Inde

Le *Center for Environment Education* (CEE, centre pour l'éducation sur l'environnement), un partenaire d'Oxfam, a aidé à la réhabilitation d'environ 200 hectares de terres agricoles et a construit une digue de 2 km de long à Perunthottam afin d'empêcher environ 120 hectares de terres d'être inondées par de l'eau de mer. Le CEE a également produit des graines certifiées dans les régions de Karaikal et de Perunthottam pour développer une banque de semences pour les agriculteurs locaux.

L'ONG *Myrada* pour le développement rural a évalué de nombreux programmes Oxfam consacrés aux moyens de subsistance. Elle a constaté qu'Oxfam avait réussi à se concentrer sur les populations les plus pauvres, et à entreprendre des activités adaptées dans ce domaine. Elle suggéra par contre la nécessité de renforcer les stratégies de clôture et la durabilité des initiatives, ce qui sera une préoccupation centrale pour Oxfam en 2008.

Des exemples spécifiques d'activités permettant de développer les moyens de subsistance comprennent la collaboration avec 89 femmes Dalit qui transformèrent leur unité indépendante de fabrication de fibre de coco en un centre de ressources. L'emploi que ces femmes occupaient précédemment en tant qu'ouvrières agricoles itinérantes nuisait à l'éducation de leurs enfants. Aujourd'hui, elles n'ont plus besoin de recourir à des prêteurs et elles gagnent au minimum 1.400 roupies (35 USD) par mois chacune.

À présent, de nombreux partenaires sont en train d'achever leurs travaux suite au tsunami. Par exemple, Sruiti a terminé son programme visant à fournir des bateaux et des filets à plus de 1.000 familles de pêcheurs à Andhra Pradesh.

Wetlands International poursuit son programme financé par Oxfam pour restaurer les moyens de subsistance des communautés côtières en rétablissant 50 hectares d'écosystèmes côtiers. Plus de 55.000 personnes ont bénéficié de son programme *Green Coast*.

Restauration des services sociaux

Les travaux dans ce domaine ont nettement baissé au cours de l'année 2007, et se concentrent à présent sur l'amélioration de la scolarité. PREPARE a fourni gratuitement des uniformes, des chaussures et des sacs à 776 élèves dans les régions de Kancheepuram et de Nagapattinam, et dispensé des cours d'anglais parlé et de grammaire à 52 étudiants du village de Kadapakkam. Des uniformes, cahiers, cartables et chaussures ont été distribués à 9.000 étudiants supplémentaires dans quatre régions.

Gestion des catastrophes

Alors qu'Oxfam a développé son propre plan de contingence pour de futures urgences, l'organisation a travaillé avec *RedR India* afin d'aider 30 ONG à déployer des plans de réaction rapide en cas d'urgence et une stratégie de développement des capacités. La *Dhan* a contribué au lancement d'un centre pour la réduction des risques de catastrophe, qui sera chargé de continuer les recherches, les politiques et le développement des capacités lorsqu'Oxfam aura achevé les actions mises en place suite au tsunami. Oxfam a également été l'instigatrice d'une formation sur la gestion des risques de catastrophes, avec le soutien de trois universités, de l'*International Strategy for Disaster Reduction* (stratégie internationale des Nations Unies pour la réduction des catastrophes) et de l'Institut de la Banque mondiale.

Le CEE a développé des plans de contingence en cas de catastrophe dans 18 villages et fabriqué des panneaux expliquant quoi faire en cas d'urgence : ces panneaux seront installés dans des endroits où ils seront bien en vue. Il a organisé des formations pour gérer les incendies et les secours, destinées aux représentants de la jeunesse locale, et il a également développé un système radio HAM reliant les pêcheurs de 18 villages côtiers dans la région de Nagapattinam afin d'agir comme système d'alerte rapide en cas de catastrophe. Le CEE a également planté plus de 8,5 hectares d'arbres pour agir en tant que ceinture de protection pour sept villages.

Un centre pour la réduction des risques de catastrophe sera chargé de continuer les recherches, les politiques et le développement des capacités lorsqu'Oxfam aura achevé les actions mises en place suite au tsunami.

Inde

Des vaches de bonne fortune

Toutes les après-midi, les vaches font la queue pour être traites au centre de collecte dans le village de Kilaiyur, près de Nagapattinam. Elles sont conduites par les membres d'une coopérative laitière mise en place par la Fondation Dhan, un partenaire d'Oxfam.



Photo : Marie Banu awahar/Oxfam

" Avant, j'étais agricultrice et il était difficile de travailler en laissant de jeunes enfants à la maison ", déclare Abirami, une mère de cinq enfants. " Maintenant j'ai une vache et deux veaux. Je gagne environ 1.000 roupies (25 USD) par mois et je peux bien m'occuper de mes enfants ".

Chacun des 36 membres du groupe d'entraide (SHG, self-help group) créé par la Dhan reçoit une vache, et aujourd'hui les fruits de succès commencent à être visibles : l'espace commun pour traire les vaches a été acheté par la communauté avec sa propre épargne, tandis que certains de ces producteurs laitiers se sont diversifiés en achetant des chèvres et de la volaille.

L'appartenance à un groupe d'entraide permet aux villageois de mettre en commun leurs connaissances, d'acheter des aliments pour le bétail, de négocier plus efficacement avec la société de distribution de lait gouvernementale, et de commercialiser leurs produits plus efficacement.

Kilaiyur fut précisément le type de communauté avec laquelle la Dhan choisit de travailler : les communautés agricoles de l'intérieur du pays, dont les moyens de subsistance ont été détruits par le tsunami, mais qui risquaient néanmoins d'être laissées de côté dans les efforts de reconstruction.

La Dhan favorise les activités de développement d'autres moyens de subsistance dans 184 villages près de Karaikal, et a aidé à constituer 7 fédérations composées de 742 groupes d'entraide regroupant 11.722 membres.

La fondation essaie de permettre aux communautés de s'appuyer sur des activités auxquelles elles sont déjà habituées : élevage de bétail ou de volaille, remise en état de terres, vente de poisson et négoce à petite échelle. Les membres organisent des groupes de producteurs et de marketing, partageant les bénéfices à part égale entre les membres du groupe.

L'appartenance à un groupe d'entraide permet aux villageois de mettre en commun leurs connaissances, de négocier et de commercialiser leurs produits plus efficacement.

Inde

Abris

Sur les 455 maisons permanentes devant être construites par Oxfam par l'intermédiaire de ses partenaires, 320 ont été terminées et remises aux bénéficiaires. La construction des maisons restantes devrait être achevée d'ici la fin 2007. En plus de construire 101 maisons pour les survivants du tsunami, le partenaire PREPARE a apporté son soutien à 432 familles Dalit pour rénover leurs maisons. Les bénéficiaires sont encouragés à surveiller la construction et dans certains villages, ils ont pris part à cette construction.

Les défis principaux ont été de veiller au respect des coûts et des délais, étant donnée l'importante augmentation de la demande en main-d'œuvre qualifiée et du coût des matériaux de construction, ceci associé au manque de terrains disponibles à la construction. Le partenaire *Social Needs Education and Human Awareness* (formation aux besoins sociaux et sensibilisation humaine) a pris du retard dans ses travaux de construction car les dirigeants locaux tentèrent de modifier une liste des bénéficiaires qui avait été approuvée précédemment par les comités communautaires.

Oxfam a connu une importante réussite en matière de défense des intérêts, lors d'une évaluation d'abris temporaires : elle démontra la pauvreté des conditions de vie et incita le gouvernement de l'état de Tamil Nadu à coordonner des réparations pour une valeur de 54,6 millions de roupies (1,4 million d'USD). Oxfam a également fait pression pour que les communautés puissent participer à toutes les étapes des programmes d'abris, en utilisant ses propres programmes comme exemple.

Oxfam continue de surveiller l'avancement de la construction des abris, et préconise le respect de standards minimum pour les abris de transition. Oxfam a travaillé avec les autorités pour veiller à ce qu'elles fournissent les infrastructures nécessaires dans tous les sites d'abris permanents dont elle a coordonné la construction.

Oxfam a fait pression pour que les communautés puissent participer à toutes les étapes des programmes d'abris, en utilisant ses propres programmes comme exemple.



Janaki Duraisamy, âgé de 60 ans, travaille dans une plantation de casuarina dans le village de Chinoorpetai, près de Karaikal. Des jeunes arbres de casuarina sont plantés sur un terrain de 4 hectares, dans le cadre d'un programme d'éco-restauration mené par le CEE, un partenaire d'Oxfam. Une pépinière a été créée, contenant plus de 100.000 jeunes casuarinas, palétuviers, anacardiens, margousiers (neem), tamariniers et autres variétés d'arbres. " Il est facile de planter ces jeunes arbres car la terre est sablonneuse et l'eau est disponible à proximité ", déclare Janaki. (Photo : Marie Banu Jawahar/Oxfam)

Birmanie

Les travaux de la *Fondation Metta*, le partenaire d'Oxfam en Birmanie, n'ont pas été affectés par les récentes manifestations ni par la réaction du gouvernement. Pratiquement toutes les activités des projets ont continué comme prévu, même si de courts retards ont été occasionnés par les changements de procédure pour obtenir les permis de construire.

Depuis le début des actions suite au tsunami, la *Metta* a porté assistance à plus de 55.000 personnes et elle continue à en soutenir environ 5.000. Elle mène deux projets principaux dans quatre " townships " de la division Ayeyarwady : la réhabilitation après le tsunami et l'exploitation forestière par les communautés.

Elle a maintenant terminé la construction et la rénovation de 34 écoles, 2 de plus que prévu, et leur a fourni des meubles, des toilettes, des réservoirs d'eau de pluie, des panneaux solaires et des éoliennes. Ces écoles accueillent environ 8.000 élèves.

Dans le township de Labutta, le comité de construction de l'école a suivi une formation de base en comptabilité afin de commencer les travaux de construction. La *Metta* prévoit à présent de tenir un atelier pour les comités de construction des écoles, dans l'optique d'améliorer la maintenance des écoles, par exemple en plantant des arbres pour protéger les bâtiments lors de cyclones.

Quatorze nouveaux centres préscolaires ont ouvert et accueilleront potentiellement 2.000 enfants âgés de moins de 5 ans. Des fonds de démarrage ont été fournis à 13 de ces centres, et 56 enseignants venant de 25 villages ont suivi une formation.

Des canalisations et des puits ont été installés pour fournir de l'eau propre à près

Des enfants d'âge préscolaire dans le village de Kwinn Yarr Village (township de Pyinsalu), bénéficient d'un environnement d'apprentissage sûr dans l'un des 14 centres préscolaires construits par la *Metta* dans les zones touchées par le tsunami (Photo : *Fondation Metta*)

de 2.000 personnes habitant dans deux villages du township de Labutta. Deux ponts ont été construits au village A Sin Chaing, permettant aux populations de 7 villages des alentours d'aller à l'école et au marché. Un système solaire hybride a été fourni à un hôpital du township de Ngapudaw, afin de renforcer sa consommation d'énergie limitée.

La *Metta* travaille également à l'accroissement des moyens de subsistance des populations touchées par le tsunami. Quatre villages du township de Ngapudaw ont reçu une formation dans diverses compétences, allant de la fabrication de fourneaux à l'élevage de crabes. Quatre groupes d'entraide ont été créés : pêcheurs, agriculteurs, travailleurs polyvalents (" petits boulots ") et un groupe de femmes. À la mi-2007, la *Metta* a dispensé une formation de groupe en comptabilité et en gestion de fonds renouvelables dans les townships de Labutta et Ngapudaw.

Dans le cadre du projet d'exploitation forestière par les communautés, une forêt pour la prévention des catastrophes naturelles de 52 hectares a été établie dans 3 villages, et 14.500 jeunes plants de palétuviers ont été plantés dans les sites de reboisement désignés dans 5 villages de la sous-township de Pyinsalu. De plus, 14 hectares de terres ont été défrichés et préparés dans le village d'Ahmat Kyi, et 7 hectares de palétuviers ont été plantés dans les villages d'Ahmat Kyi et de Kaing Thaug. Des représentants de 12 villages dans les townships de Labutta et de Ngapudaw ont été formés à l'entretien des plants de palétuviers, et 5 terrains de recherche ont été développés pour étudier l'adaptabilité des différentes espèces de palétuviers.



Dépenses (en 000 d'USD)		
	jan - sept 2007	déc 04 - sept 07
Santé publique	31	127
Sécurité alimentaire	0	4
Moyens de subsistance	62	129
Services sociaux	128	456
Gestion des catastrophes	35	124
Abris	3	10
Gestion de programme	3	38
Total	262	888

En Birmanie, 51 % des dépenses totales ont été consacrées à la restauration de services sociaux, principalement la construction et la rénovation d'écoles.

Thaïlande

Le programme d'Oxfam en Thaïlande se concentre sur l'assistance aux communautés les plus marginalisées touchées par le tsunami, y compris les immigrés birmans et les communautés de pêcheurs côtiers.

Les travaux de l'un des partenaires d'Oxfam dans les communautés d'immigrés dans les provinces de Phang Nga et de Phuket ont connu des complications en raison de mesures gouvernementales sévères contre les immigrés, en particulier ceux ne disposant pas de permis de travail. Des décrets imposent des couvre-feux pour les immigrés, une interdiction des réunions de plus de 5 personnes et autres restrictions, dont l'utilisation des téléphones portables.

Malgré ces restrictions, ce partenaire a dispensé une série de formations pour les immigrés, sur des questions allant de la sensibilisation au virus HIV au conseil psychologique et à la santé génésique pour les adolescents. Un groupe d'immigrés séropositifs a été créé pour discuter des moyens permettant d'améliorer leur vie et leurs moyens de subsistance.

Avec le soutien d'Oxfam, la communauté immigrée organise deux fois par semaine des émissions de radio en birman, avec une portée couvrant environ 2.000 personnes. Les émissions, qui viennent également de commencer en langue môn, visent à sensibiliser sur les questions sanitaires et les droits des immigrés, et à faire la publicité d'événements locaux.

Un élément clé des activités de ce partenaire est de promouvoir la compréhension des droits dans le domaine du travail. Il a traduit et distribué une brochure sur la protection des travailleurs

et les droits des immigrés, et a rassemblé de la documentation sur les mécanismes juridiques en matière de droit du travail et sur la création de syndicats. Au troisième trimestre 2007, 250 personnes dans 10 sites ont pu être touchées grâce à ce programme de sensibilisation sur le lieu de travail. Ce partenaire a également organisé trois réunions, lors desquelles plus d'une centaine de personnes purent partager des informations sur leurs conditions de travail.

Save Andaman Network (SAN), un autre partenaire d'Oxfam, continue d'assister les communautés de pêcheurs éloignées dans 5 provinces, afin de restaurer leurs moyens de subsistance. À présent, cette aide qui intervenait tout d'abord sous forme de capitaux de lancement pour les groupes de fonds renouvelables, se traduit de plus en plus par des formations. Dans 6 sites pilotes, le SAN a développé des systèmes d'alerte au tsunami formels et informels au niveau des villages, associant des mécanismes établis de préparation aux catastrophes, les résultats de recherches et le savoir traditionnel.

Ce partenaire continue également de soutenir les communautés de 5 provinces en matière de gestion des ressources côtières durables. Il a créé des zones de conservation aquatiques, contrôlé les bénévoles locaux, et complété son soutien en sensibilisant et en faisant campagne sur les questions de conservation.

Le SAN cherche également à soutenir les communautés touchées par le tsunami et qui ont rencontré des difficultés pour accéder aux terres, en renforçant les organisations locales et en veillant à ce que les communautés aient connaissance de leurs droits.

Dépenses (en 000 d'USD)		
	jan - sept 2007	déc 04 - sept 07
Santé publique	4	133
Sécurité alimentaire	0	66
Moyens de subsistance	103	423
Services sociaux	0	9
Gestion des catastrophes	0	12
Abris	1	10
Gestion de programme	0	11
Total	108	664

Le plus grand pôle de dépenses a été la restauration des moyens de subsistance des groupes marginalisés touchés par le tsunami, représentant 64 % des fonds dépensés. L'autre grand pôle de dépenses a été la santé publique avec 20 % des fonds.



Une femme trie des calamars pêchés par de petits pêcheurs, sur le marché au poisson de la communauté de Khon Khlan, dans la province de Satul, ayant reçu le soutien de *Save Andaman Network*, l'un des partenaires d'Oxfam (Photo : SAN)

Somalie

En Somalie, alors que la plupart des questions liées au tsunami ont été abordées, les populations dans les zones touchées, luttent toujours pour surmonter d'autres préoccupations urgentes comme le conflit et la sécheresse. Les programmes d'Oxfam se sont concentrés sur l'assistance aux populations touchées directement et indirectement par le tsunami, par l'intermédiaire de projets axés sur l'éducation, l'eau et les installations sanitaires, la réhabilitation de l'environnement, les apports de fonds, et la restauration du secteur de la pêche.

Le conflit en Somalie s'est intensifié en 2007, et de nombreux partenaires d'Oxfam ont des ressources dédiées au durcissement de la crise humanitaire à Mogadiscio et aux alentours. Alors que le conflit reste une menace constante, les combats et les troubles plus récents entre le Puntland et le Somaliland, n'ont pas eu d'impact direct sur les projets d'Oxfam en lien avec le tsunami. Toutefois, l'insécurité dans la capitale a retardé la livraison de certains matériaux de construction.

Tous les programmes d'Oxfam dans le cadre du tsunami ont été achevés, à l'exception de trois : un projet sur les moyens de subsistance alternatifs et deux importants projets d'infrastructures pour le secteur de la pêche. Le projet continu sur les moyens de subsistance alternatifs, mené par le partenaire *Horn Relief* et destiné à près de 7.200 bénéficiaires, vise à améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau et à fournir aux familles de pasteurs de nouveaux moyens de gagner leur vie, comme l'élevage de volaille, l'apiculture et l'agriculture. Dans cette optique, *Horn Relief* a fourni 420 poulets, 100 poulaillers et 100 ruches, et a distribué 430 kits de semence, 2.365 outils agricoles et 1.624 jeunes plants, et a également établi 2 pépinières de fruits.

Il a également dispensé des formations adaptées sur les moyens de

subsistance. Le volet consacré à la gestion de l'eau dans ce projet, dont 90 % est réalisé, a permis de construire 17 puits et 2 km de canaux, et installé 17 pompes à eau.

Ces activités ont créé un réel changement dans la vie de ces populations. Suite aux activités sur les infrastructures d'approvisionnement en eau, l'accès à l'eau propre a augmenté et le prix de l'eau a baissé de 4 USD par réservoir de 200 litres à 1 USD, ce qui a donné lieu à une nette amélioration de la qualité de vie.

Les zones de terres arables pouvant être utilisées ont augmenté de 80 %, permettant une plus grande diversification des cultures agricoles. Les revenus des bénéficiaires ont progressé, surtout ceux des femmes dans les groupes communautaires locaux, et beaucoup d'entre eux ont signalé la possibilité d'obtenir des revenus nets de 40 USD par mois grâce aux petites entreprises qu'ils ont pu démarrer avec les fonds renouvelables reçus dans le cadre du projet. Par conséquent, leur pouvoir d'achat a augmenté, leur permettant ainsi d'envoyer leurs enfants à l'école et de suivre des cours d'alphabétisation pour adultes.

Les projets d'infrastructures prévus pour le secteur de la pêche concernent la construction par *Horn Relief* d'une jetée à Laas Qoray et d'un chantier naval à Haafun par le partenaire NEDSOM. Ces projets sont actuellement en phase préliminaire et la construction devrait débuter au premier trimestre 2008. Les autorités et les associations locales de pêcheurs ont été largement impliquées dans le processus.

Lors des actions suite au tsunami, Oxfam a travaillé avec 11 organisations partenaires et a assisté plus de 83.000 bénéficiaires directs, un chiffre qui augmentera lorsque les projets d'infrastructures en cours seront terminés.

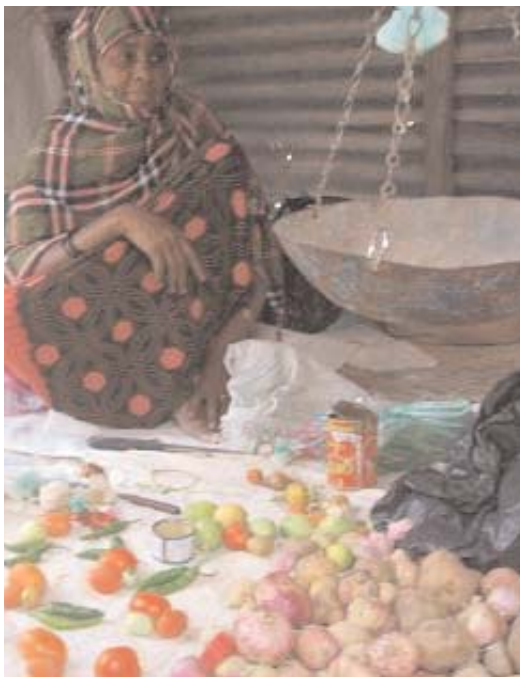
Dépenses (en 000 d'USD)		
	jan - sept 2007	déc 04 - sept 07
Santé publique	1	561
Sécurité alimentaire	0	157
Moyens de subsistance	609	4.786
Services sociaux	1	386
Gestion des catastrophes	0	44
Abris	0	457
Gestion de programme	50	640
Total	661	7.031

Environ 69 % des fonds consacrés au tsunami et dépensés en Somalie par Oxfam ont contribué à la restauration des moyens de subsistance ; ce pourcentage a progressé en 2007 en atteignant 92 %. D'autres domaines importants en matière de dépenses furent la santé publique (8 %), les abris (6,5 %) et les services sociaux (5 %).

Somalia

Les réalisations d'Oxfam sont conformes aux objectifs de départ. Grâce aux actions suite au tsunami, 60 logements permanents ont été construits, 14 écoles ont été réhabilitées ainsi que 120 km de routes. De plus, 214 bateaux ont été construits ou réparés, des filets ont été fournis ainsi que d'autres équipements de pêche, et un marché au poisson a été reconstruit. Oxfam a également réalisé des travaux importants en matière d'installations sanitaires et d'approvisionnement en eau, dont la

construction de 38 puits, la réhabilitation de 3 systèmes d'approvisionnement en eau, la mise en place de 3 systèmes de collecte des déchets, la construction de plus de 300 barrages, l'ouverture de 2 pépinières de palétuviers et la plantation de plus de 1.000 arbres en tant que ceinture de protection. Ces activités ont été accompagnées d'actions de sensibilisation sur la santé et l'hygiène, et la défense des intérêts favorisant l'équité des opportunités en matière d'éducation pour les jeunes filles.



De la pauvreté à la prospérité

" Avant ce projet, je ne pouvais pas faire pousser de légumes et des cultures commerciales tout au long de l'année, en raison du manque d'installations pour l'irrigation, même s'il existe une source d'eau permanente à seulement 360 mètres de mon terrain ", déclare Fatima Saieed Ali Omar, une agricultrice de Kulmiye, l'un des villages où *Horn Relief* mène ses programmes sur les nouveaux moyens de subsistance.

Avant, Fatima, dont le mari est handicapé et qui est mère de trois enfants, faisait pousser du maïs ou du sorgho à la saison des pluies ; si les pluies saisonnières étaient bonnes, elle gagnait ainsi l'équivalent de 0,70 USD par jour.

" Avant le début de la courte saison des pluies à la fin 2006, j'ai reçu 12 types de semences agricoles différentes, six jeunes plants fruitiers et des outils agricoles.

J'ai également suivi une formation agricole et reçu régulièrement des conseils ", explique-t-elle. " En plus de cela, le nouveau projet a construit un canal d'irrigation qui passe à côté de ma ferme ".

Grâce aux semences de meilleure qualité, aux outils agricoles, à l'eau et aux conseils techniques, elle obtint des rendements exceptionnels en tomates, piments, carottes, laitues et choux. Une partie de ces produits fut consommée par sa famille, et le reste fut envoyé sur le marché pour être vendu.

" Par conséquent, mon revenu moyen est passé de 0,70 USD à 8 USD par jour ", déclare Fatima. " Avec ces revenus plus importants, j'ai commencé à envoyer deux de mes enfants à l'école, j'ai arrêté de demander du soutien social et des crédits, et j'ai pu acheter des médicaments pour ma famille lorsqu'elle était malade. "

" Avec ces revenus plus importants, j'ai commencé à envoyer deux de mes enfants à l'école "

La recherche en action

Le programme de recherche d'Oxfam dans le cadre de son action suite au tsunami est un exemple de recherche réussie en termes de dynamisme et de productivité.

Lorsque les chercheurs du *Swasti Health Resource Center* se rendirent dans les villages touchés par le tsunami dans le sud de l'Inde, leur intention n'était pas simplement de recueillir des données sur le risque d'infection du virus HIV pour les villageois. Ils ne partirent pas avant d'avoir réduit le risque d'infection en sensibilisant les participants et en les mettant en contact avec les services compétents.

Les chercheurs de l'*Anawim Trust* étudiant les bonnes pratiques dans les ONG indiennes, travaillant pour renforcer l'autonomie des femmes, ne se contentèrent pas de documenter ce qu'ils avaient trouvé : peu de temps après, les ONG mettaient en place de nouvelles politiques, plus respectueuses des femmes, reflétant ce qu'elles avaient appris auprès du Trust.

Et bien avant la publication d'un rapport par l'*Institute for Policy Studies* du Sri Lanka sur les systèmes de gestion des catastrophes du pays, ses chercheurs avaient déjà aidé à restructurer la principale agence nationale dédiée aux catastrophes.

Il s'agit simplement de trois des projets soutenus par Oxfam dans le cadre de son programme de recherche d'actions suite au tsunami. Le programme implique un processus nommé "recherche d'actions participatives". Son objectif est l'interaction dynamique avec les communautés touchées, afin d'obtenir des résultats immédiats et pas simplement une étude dans le but d'apprendre.

"Les études que nous soutenons ne sont pas destinées à finir sur une étagère poussiéreuse et elles ne sont pas réalisées par des universitaires venus de loin", déclare Russell Miles, chargé de gérer le programme de recherche d'Oxfam suite au tsunami. "Nous travaillons en partenariat avec des chercheurs locaux qui se consacrent à résoudre les problèmes de leur propre pays. La réduction du risque de catastrophes et le développement de mécanismes d'adaptation efficaces est un processus complexe qui requiert un apprentissage permanent. Nous avons trouvé un moyen de veiller à ce que les membres des communautés soient au cœur du processus d'apprentissage."

Son objectif est l'interaction dynamique avec les communautés touchées, afin d'obtenir des résultats immédiats et pas simplement une étude dans le but d'apprendre.



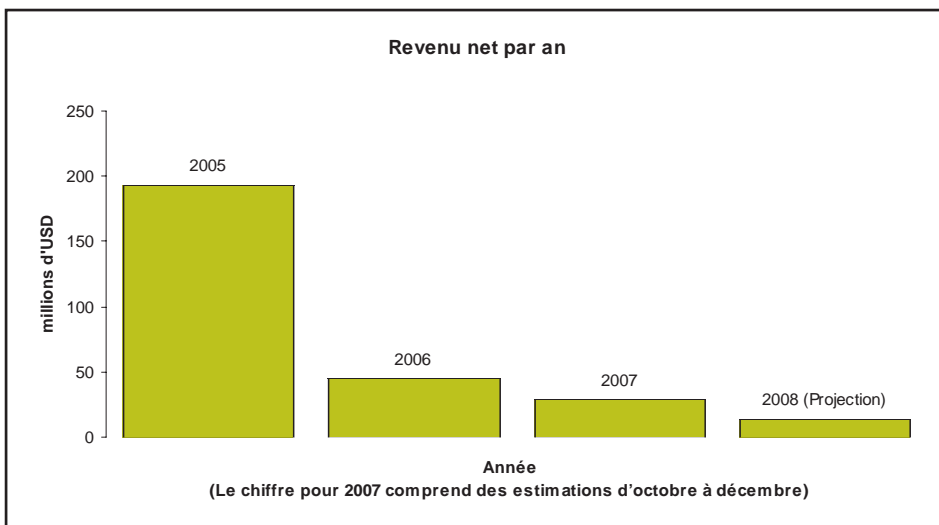
Pendant tout le projet dédié au virus HIV, conduit par le *Swasti Health Resource Center*, et longtemps après, le chercheur Manoj T.J. (à gauche) fournit des informations et des orientations médicales dans les communautés où il réalisa l'étude. Ici, il rencontre des hommes du village d'Arattapuzha, dans l'état de Kerala (Photo : Atul Loke/Panos pour Oxfam)

Aperçu financier

Revenus

Les dernières projections relatives à la totalité des revenus du Fonds Tsunami d'Oxfam International sont de 294 millions d'USD, dont 270 millions (92 %) furent perçus à la fin septembre 2007. Par conséquent, l'action suite au tsunami est de loin le plus important programme de secours d'Oxfam à ce jour.

Les deux tiers des revenus du Fonds Tsunami furent reçus dans les 12 premiers mois. Les revenus reçus depuis 2006 sont généralement liés à des obligations contractuelles, soit conjointement avec une agence ou un gouvernement, et ne sont pas payés avant que la somme équivalente soit dépensée par Oxfam. De plus, les intérêts bancaires sur les fonds sont reçus durant toute la période de quatre ans, et jusqu'à présent s'élèvent à 6,5 millions d'USD. Les revenus restants, d'un montant de 24 millions d'USD, correspondent à des sommes obtenues suite à des appels lancés en commun par des agences, et à des revenus provenant des gouvernements et des intérêts bancaires ; tous ces revenus seront reçus d'ici décembre 2008.

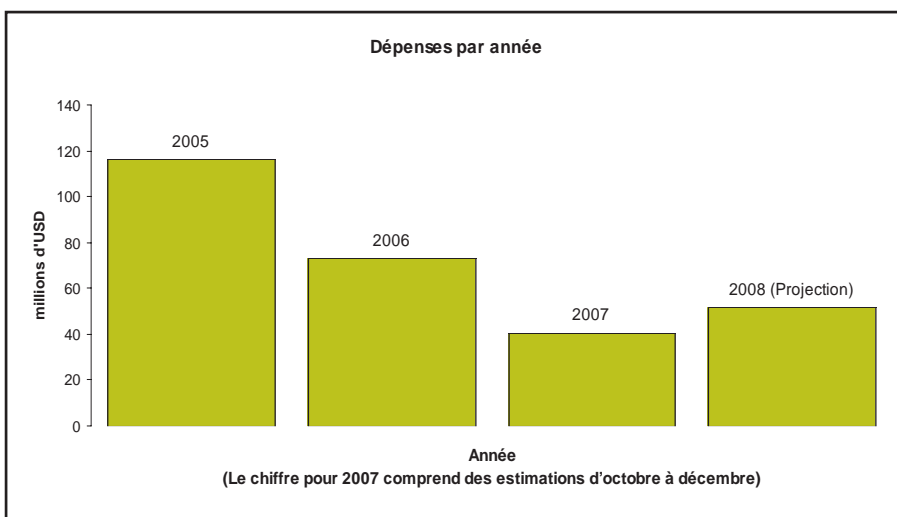


Par ailleurs, 87 % de la totalité des revenus obtenus jusqu'à présent (236 millions d'USD) proviennent d'appels au public et lancés en commun par des agences. Ceci est très différent des programmes d'urgence habituels, où les fonds issus de gouvernements et d'institutions internationales, comme les Nations Unies ou l'Union Européenne, représentent un pourcentage bien plus important. Ceci a fourni à Oxfam International une plus grande flexibilité pour planifier ses actions.

Dépenses

Les dépenses totales des programmes jusqu'en septembre 2007 étaient de 220 millions d'USD, soit 78 % du budget total. Il est prévu que tous les fonds restants soient dépensés ou transférés aux affiliés présents sur le terrain d'ici décembre 2008, date de clôture officielle du Fonds.

Le niveau de dépenses baissa tout au long de l'année 2006 et 2007, avec l'évolution des programmes passant de mesures d'urgence à des travaux de développement à plus long terme, et avec l'achèvement des projets individuels. Le passage à des travaux davantage axés sur les moyens de subsistance en 2006 et 2007 a nécessité moins de fonds.



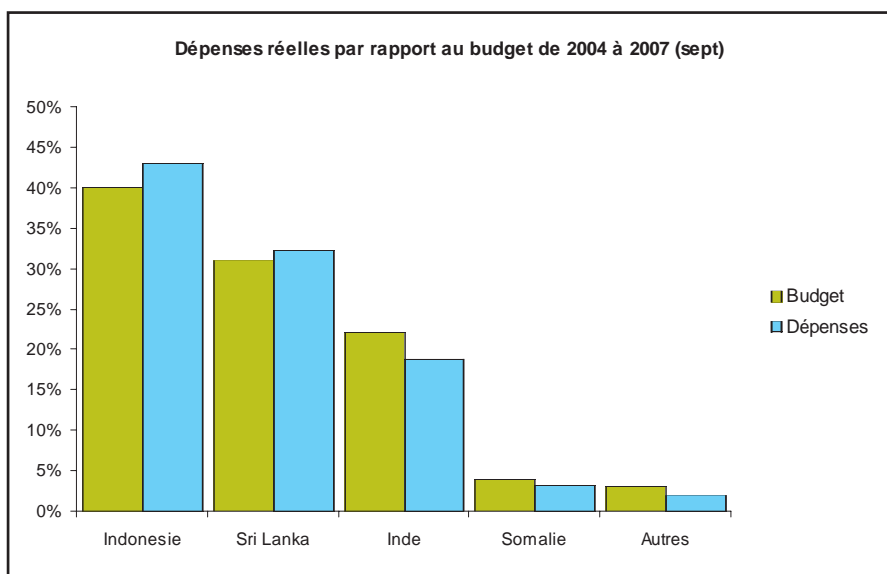
Généralement, les bénéficiaires reçoivent des prêts pour démarrer leur entreprise, donc les fonds sont " renouvelables " et peuvent être utilisés à nouveau.

Afin de veiller à ce que la clôture du Fonds soit responsable et durable, jusqu'à 5 millions d'USD pourront être conservés jusqu'en 2009. Les contrôles et le reporting continueront jusqu'à ce que la totalité des fonds soit dépensée. Il convient également de noter que les projets de microfinance dirigés par les partenaires d'Oxfam continueront de fonctionner après la clôture du Fonds Tsunami.

Aperçu financier

94 % des fonds furent dépensés dans les trois pays les plus touchés : l'Indonésie, le Sri Lanka et l'Inde. Des dépenses assez importantes furent également consacrées à la Birmanie, à la Somalie, aux Maldives et à la Thaïlande.

Les fonds ont été affectés de manière différente par rapport à ce qui était prévu initialement début 2005 ; bien que minime, ce changement d'affectation s'est produit à juste titre. Davantage de fonds ont été dépensés en



Indonésie par rapport à ce qui était prévu (43 % des dépenses totales, contre 40 % budgété pour répondre aux besoins à grande échelle). En Inde, les dépenses réelles sont de 17 % du total, contre un budget de 22 %, illustrant la réaction rapide et efficace des puissantes ONG et directions gouvernementales locales, et le retour de certains fonds de la part d'organisations partenaires. Les dépenses au Sri Lanka sont restées proche du budget avec une réduction des dépenses suite au conflit étant compensée par un fort taux d'inflation.

La restauration des moyens de subsistance a été constamment le pôle de dépenses le plus fort depuis le début du Fonds Tsunami, représentant juste un peu moins d'un tiers des dépenses globales.

La proportion des dépenses consacrées à la santé publique baissa de seulement 22 % la première année à environ 17 % en 2007, correspondant à la transition entre les mesures d'urgence et les travaux de développement à plus long terme. Les dépenses en gestion des catastrophes a plus que doublé sur la même période, représentant à présent près de 12 %.

Environ 15 % du Fonds ont été dépensé sur les abris, et 7,6 % sur la restauration des services sociaux, dont la construction d'écoles.

Environ 15,6 % du Fonds a été consacré à la gestion des programmes : ceci comprend le coût du personnel ne travaillant pas directement sur des projets spécifiques, les coûts liés à l'hébergement, aux déplacements, à la location de matériel, et à l'entretien des bureaux.

Lorsque le Fonds fut créé, une réserve de 10 % fut prévue pour les frais d'administration et de collecte de fonds. Oxfam estime que 6 % seulement seront nécessaires pour couvrir ces frais, permettant ainsi de consacrer 94 % de la totalité du Fonds aux programmes.

À ce jour, Oxfam et ses organisations partenaires ont assisté environ 2 millions de personnes touchées par le tsunami dans 7 pays. La somme d'argent dépensée par bénéficiaire varie d'un pays à l'autre, car la nature des programmes et des contextes locaux sont très différents. Les chiffres figurant dans ce rapport datent du 30 septembre 2007.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice.

<p>Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tél : + 49 30 428 50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél : +852 2520 2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam América (Etats-Unis): 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, USA +1 800 77-OXFAM (toll-free in US) +1 617 482 1211 E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Intermon Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Espagne Tél : +34 902 330 331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam Australie 132 Leicester St, Carlton, Victoria 3053, Australie Tél : +61 3 9289 9444 E-mail: enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Oxfam Irlande Oficina de Dublin, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tél : + 353 1 672 7662 Oficina de Belfast : 115 North Street, Belfast BT1 1ND, Irlande du Nord, Royaume-Uni Tél : + 44 28 9023 0220 E-mail: communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam-en-Bélgique Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles, Belgique Tél : +32 2 5016700 E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Nouvelle Zélande P.O. Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tél : + 64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario K1R 6K7, Canada Tél : + 1 613 237 5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam Novib (Pays Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays Bas Tél : + 31 70 342 1621 E-mail: info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél : + 33 1 56 98 24 40 E-mail: info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre-Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec H3J 2Y2, Canada, Tél : + 1 514 937 1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam Grande Bretagne Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni Tél : + 44 1865 473727 Fax: + 44 1865 472600 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

Secrétariat d'Oxfam International : Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, Royaume-Uni
Tél : +44.(0)1865 339100. E-mail: information@oxfaminternational.org. Web site: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :

E-mail: advocacy@oxfaminternational.org
Washington : 1100 15th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20005-1759, Etats-Unis
Tél : +1 202 496 1170.
Bruxelles : 22 Philippe le Bon 15, 1000 Bruxelles, Belgique
Tél : +322 502 0391.
Genève: 15 rue des Savoises, 1205 Ginebra, Suisse
Tél : +41 22 321 2371.
New York : 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, Nueva York, NY 10017, Etats-Unis
Tél : +1 212 687 2091.

Organisations liées à Oxfam :

Oxfam Japon Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon
Tél : + 81 3 3834 1556; E-mail: info@oxfam.jp Site web: www.oxfam.jp
Oxfam Trust en Inde B-121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, Inde
Tél : + 91.11.26693 763. E-mail: info@oxfamint.org.in Web site: www.oxfamint.org.in

Membre observateur d'Oxfam :

Fundación Rostros y Voces (Mexique) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col. Nápoles, C.P. 03810 Mexique, D.F.
Tel/Fax: + 52 55 5687 3002. E-mail: comunicacion@rostrosyvoces.org Site web: www.rostrosyvoces.org

Oxfam International Tsunami Fund is a limited company number 5401107 registered in England and Wales and a registered charity number 1108700.
The registered office is Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford OX2 7DL, United Kingdom.